

Réchauffement climatique : rester sous le seuil des 1,5 °C est désormais impossible

Quentin Meunier, 20minutes.fr, 19 juillet 2025.

<https://www.20minutes.fr/planete/rechauffement-climatique/4159306-20250619-rechauffement-climatique-rester-sous-seuil-1-5-desormais-impossible-tout-perdu>

« Il fait chaud. Et ça ne va pas s'arranger. Un article paru cette semaine dans la revue *Earth System Science Data*, signé par 61 scientifiques de 17 pays, dont six Français, dresse le bilan climatique de l'année 2024 et tire la sonnette d'alarme : limiter le réchauffement climatique sous les 1,5 °C devient un objectif inatteignable.

Rester à + 1,5 °C, et "nettement en dessous de + 2 °C", c'était pourtant l'objectif de l'accord de Paris sur le climat en 2015. Or, les conditions nécessaires sont loin d'être remplies. "Les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter, signale à *20 Minutes* Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, ancienne coprésidente du groupe n° 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) et figurant parmi les contributeurs du rapport paru mercredi. Quand leur concentration augmente, ils piègent la chaleur dans l'atmosphère. Paradoxalement, les effets pour réduire la pollution de l'air ont aussi augmenté un peu le réchauffement, car les aérosols ont un effet parasol qui renvoie la chaleur." Conclusion : la chaleur a de plus en plus de mal à se dissiper.

"Chaque dixième de degré augmente les perturbations climatiques"

"Sur la période 2015-2024, le réchauffement s'établissait en moyenne à + 1,24 °C en surface par rapport à la période 1850-1900, explique Valérie Masson-Delmotte. Et dans cette augmentation, la part liée à l'activité humaine est de... 1,22 °C." L'an dernier, le fameux seuil de l'accord de Paris a même été dépassé. "Sur l'année 2024, particulièrement chaude à cause d'un épisode El Nino dans l'océan Pacifique, on est à + 1,52 °C, dont 1,36 °C de part humaine", poursuit-elle. Un phénomène qui pourrait bien devenir récurrent : "Aujourd'hui, on estime à une chance sur six la possibilité de limiter l'augmentation à 1,5 °C lors d'une année banale." Mais ne déposons pas les armes trop vite, car il y a encore une possibilité d'éviter à la Terre de (trop) brûler ! Car oui, plus ça chauffe, plus les conséquences sont visibles et graves, et c'est pour cela que certains scientifiques appellent à résister au catastrophisme et à continuer les efforts malgré le franchissement de ce seuil symbolique. "Le changement climatique est un problème graduel, pas binaire, écrit sur X le politologue François Gemenne, co-auteur du sixième rapport du GIEC. [...] Donc la partie n'est pas perdue parce qu'on dépasse ce seuil de 1,5 °C. L'enjeu, c'est de limiter le réchauffement."

"Chaque dixième de degré augmente la fréquence et l'intensité des perturbations climatiques : vague de chaleur, dégel des sols, sécheresse agricole, abonde Valérie Masson-Delmotte. Cela entraîne des risques climatiques qui pèsent sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, les littoraux, les zones de montagne. [...] Une des conséquences directes, c'est la montée du niveau de la mer. On est à + 22,8 cm depuis 1901. Sur la période 2006-2024, il gagne 4 mm par an. C'est deux fois plus rapide qu'au XX^e siècle."

Et si vous pensez que ça ne concerne que les bébés phoques et les ours polaires, vous êtes loin du compte. : "En dehors de l'Arctique, l'Europe est la région qui se réchauffe le plus vite", prévient la paléoclimatologue.

Les émissions ralentissent... lentement

Pour inverser la tendance, il va donc falloir réduire les émissions de gaz à effet de serre. "On est capable d'évaluer la marge de manœuvre qui nous reste, reprend Valérie Masson-Delmotte. Si on ne baisse pas les émissions de CO₂ dans les trois ans, on ne pourra pas limiter en dessous de 1,5 °C." Le "budget carbone", c'est-à-dire la quantité de CO₂ que l'on peut encore émettre avant d'atteindre une certaine hausse de températures, s'épuise plus vite que prévu et pourrait être atteint dès 2028.

Tous nos articles sur le réchauffement climatique

Il y a mêmes quelques très légers signes d'espoir. "On observe une baisse des émissions de CO₂ de manière durable dans 24 pays, y compris en Europe et aux États-Unis, remarque Valérie Masson-Delmotte. Elles n'augmentent plus en Chine. Elles continuent de croître à l'échelle mondiale, mais plus lentement qu'avant. Mais les émissions de méthane, un autre gaz à effet de serre, elles, augmentent toujours. Il reste une chance de stabiliser autour de 1,5 °C." Mais ça va être chaud. »

Exploitation pédagogique

1. Quel était l'objectif fixé par l'Accord de Paris, signé en 2015 ? Cet objectif est-il encore atteignable aujourd'hui ?
2. Pourquoi le réchauffement n'est-il pas un phénomène binaire mais graduel ?
3. Quels sont les principaux risques liés au réchauffement climatique pour les sociétés humaines ?
4. En quoi consiste le « budget carbone » et pourquoi est-il crucial ?
5. Quels signes positifs sont évoqués dans l'article, malgré la gravité de la situation ?
6. À partir de l'article, expliquez pourquoi l'action publique est indispensable face au réchauffement climatique. Donnez un exemple d'outil dont disposent les États.

Corrigé

1. L'Accord de Paris avait fixé comme objectif de contenir l'élévation des températures mondiales « nettement en dessous de 2 °C », et si possible à + 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Or, il apparaît désormais que ce seuil de 1,5 °C est ponctuellement dépassé, comme ce fut le cas en 2024 (+ 1,52 °C), et sera très difficile à respecter durablement, car les émissions de gaz à effet de serre continuent de croître. Cela montre par ailleurs à quel point il est difficile de concilier croissance mondiale et respect des limites écologiques.

2. Selon les scientifiques, le réchauffement est un phénomène graduel dans la mesure où chaque dixième de degré supplémentaire se traduit par une augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques (vagues de chaleur, sécheresses agricoles plus fréquentes, fonte accrue des glaciers, montée des océans). Le dépassement du seuil symbolique de + 1,5 °C n'entraîne donc pas immédiatement une « catastrophe brutale », mais doit constituer un signal d'alarme pour que les sociétés humaines mettent en œuvre des moyens visant à endiguer concrètement le phénomène de réchauffement climatique.

3. L'article met en avant des risques pour la sécurité alimentaire (car les rendements agricoles sont affectés par les sécheresses), des difficultés d'accès à l'eau douce, ou encore des impacts sur les littoraux avec la montée des océans (+ 22,8 cm depuis 1901, avec une accélération depuis 2006). Les conséquences du réchauffement touchent donc directement les sociétés humaines. À cet égard, l'Europe, qui se réchauffe plus vite que la moyenne mondiale, est en première ligne face à ces défis.

4. Le « budget carbone » correspond à la quantité maximale de CO₂ que l'humanité peut encore émettre avant de dépasser un seuil donné de réchauffement. Selon l'article, si les émissions actuelles se poursuivaient, le budget carbone compatible avec + 1,5 °C pourrait être atteint dès 2028. Cela montre l'urgence d'agir car, au-delà de ce budget carbone, chaque tonne supplémentaire émise accentuera le réchauffement climatique et ses impacts (cf. la notion de réchauffement « graduel »).

5. Valérie Masson-Delmotte relève toutefois quelques tendances encourageantes. Ainsi, dans 24 pays, dont certaines grandes économies comme les États-Unis ou certains pays européens, les émissions de CO₂ ont amorcé une baisse durable. La Chine, premier émetteur mondial, a en outre réussi à stopper la croissance de ses émissions de CO₂. Les émissions mondiales augmentent certes encore mais leur rythme de croissance ralentit, ce qui est un signe encourageant. Cela montre que les politiques climatiques ainsi que les politiques visant à promouvoir la transition énergétique commencent à avoir des effets tangibles (même si elles restent insuffisantes face à l'ampleur du problème).

6. Le réchauffement climatique est un exemple type d'« externalité négative » dans la mesure où les émissions de gaz à effet de serre d'un acteur (entreprise, pays) ont tendance à affecter l'ensemble de la planète. Par ailleurs, l'atmosphère peut être considérée comme un bien commun mondial, ce qui fait qu'il existe un risque de passager clandestin : chaque pays a tendance à préférer que les autres réduisent leurs émissions avant d'agir. Dans ce contexte, l'action publique est indispensable pour coordonner les efforts, fixer des règles contraignantes et inciter à réduire les émissions. Plusieurs outils peuvent être mis en œuvre comme la taxation carbone, la réglementation des industries polluantes, les marchés de quotas d'émission ou encore le soutien à l'innovation verte.